

Fernand HARVEY

Professeur titulaire de la Chaire Fernand-Dumont sur la culture
INRS-Urbanisation, Culture et Société

(1990)

“Des valeurs pour une société nouvelle”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Fernand Harvey, "**Des valeurs pour une société nouvelle**". Un article publié dans la revue *L'Action Nationale*, Montréal, vol. 80, no 7, pp. 938-952.

M. Harvey est sociologue, professeur titulaire de la Chaire Fernand-Dumont sur la culture, INRS-Urbanisation, Culture et Société.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 19 mars 2004 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : Fernand_Harvey@inrs-UCS.quebec.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 21 mai 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

Résumé

Les valeurs d'autrefois

La remise en cause des valeurs traditionnelles

L'impact de la Révolution tranquille.

Les valeurs qui subsistent

L'individualisme et la collectivité

L'internationalisme, le cosmopolitisme et l'identité nationale

La protection de l'environnement et l'aménagement régional

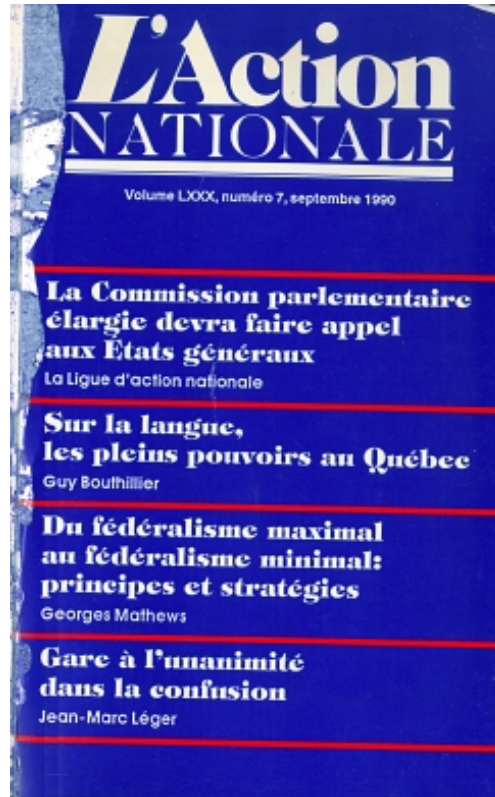
Les relations hommes-femmes et la famille

Valeurs et conscience historique

Fernand Harvey (1990)

Sociologue, INRS

“Des valeurs pour une société nouvelle”



Un article publié dans la revue **L'Action nationale**, vol. 80, n° 7, septembre 1990, pp. 938-952.

Fernand Harvey,

“Des valeurs pour une société nouvelle”.

Un article publié dans la revue *L’Action Nationale*, Montréal, vol. 80, no 7, pp. 938-952.

Résumé

[Retour à la table des matières](#)

Le sociologue Harvey réfléchit depuis longtemps au phénomène de la transformation des valeurs traditionnelles. Il nous rappelle les valeurs d'autrefois et l'impact de la Révolution tranquille. Peu d'anciennes valeurs sont demeurées intactes. La défense de la langue demeure l'un des grands points de référence. Elle se conjugue avec l'élargissement de la démocratie.

Mais des valeurs nouvelles apparaissent. La réussite économique s'arrime maintenant à la société québécoise et à sa culture. La valorisation de l'action individuelle se manifeste dans la vie privée et dans l'ensemble de notre vie collective qui avait été fortement influencée par le nationalisme, le syndicalisme et le féminisme au cours des années 1960 et 1970. Il semble toutefois que la participation des Canadiens-Français au grand courant de l'humanité est en train de renforcer notre identité nationale. De nouvelles prises de conscience naissent à l'égard de l'environnement, de la qualité de vie, des relations entre les hommes et les femmes.

Existe-t-il des valeurs nouvelles qu'il conviendrait de promouvoir au sein de la société d'ici? Poser cette question, c'est engager le débat

sur la capacité des individus de se donner des normes de conduite communes sur un certain nombre d'aspects jugés essentiels au développement de leur identité collective et de leur culture.

Est-il encore possible de prétendre qu'il puisse exister au Québec des valeurs communes, alors que les anciennes prétentions à cet égard ont été emportées depuis longtemps dans les remous de la Révolution tranquille? On l'a souvent répété, nous vivons dans une société éclatée où le relativisme culturel, associé au néo-libéralisme, a tendance à renvoyer au niveau de la vie privée toute référence aux valeurs. En somme, nous aurions atteint un stade de développement social où l'éthique serait devenue l'affaire de chacun plutôt qu'être l'affaire de tous. L'impasse actuelle autour de la question de l'avortement illustre bien l'impossibilité d'établir un consensus autour de certaines valeurs communes. On pourrait ainsi multiplier les exemples de tensions engendrées par le conflit des valeurs.

Est-ce à dire qu'une société peut se passer de valeurs collectives et ne refléter que la somme des conduites individuelles? Une certaine perception de la Charte canadienne des droits tend à confirmer une vision atomisée de la société où les droits individuels seraient coupés de leur contexte social et historique. Pourtant, malgré la mouvance des valeurs engendrées par le changement social accéléré de nos sociétés, il demeure possible d'identifier un certain nombre d'enjeux sociaux et nationaux pouvant favoriser non pas une unanimité factice à la manière d'autrefois, mais à tout le moins certaines tendances lourdes dans le but de renforcer le noyau de notre culture.

Je n'ai pas la prétention de proposer une vue d'ensemble de ces valeurs susceptibles de susciter l'adhésion. Je me contenterai d'évoquer celles qui, à mes yeux, sont reliées à des enjeux importants dans notre société. D'autres opinions et réflexions s'avèrent du reste nécessaires pour mieux établir sur quelles bases éthiques repose la culture québécoise de cette fin de siècle.

Les valeurs d'autrefois

[Retour à la table des matières](#)

Mais, avant de tenter d'identifier certaines de ces valeurs susceptibles de consolider notre identité collective, il convient de s'interroger sur le passé, sur certaines valeurs qui ont fondé la société canadienne-française de jadis. Peut-être pourrions-nous rescaper de ces conduites d'autrefois certains éléments qui transcendent les conjonctures particulières.

Lorsqu'on remonte aux sources de notre histoire, on constate que l'identité canadienne-française s'est construite peu à peu avec le développement d'un sentiment de différence. Sentiment d'abord plus ou moins diffus, lié aux façons de vivre et de penser propres à ce pays neuf. Les premiers Canadiens des 17^e et 18^e siècles avaient déjà le sentiment d'être différents des Français de passage dans la colonie. L'émergence du nationalisme, au début du 19^e siècle, est venue renforcer l'identité canadienne-française en opposition, cette fois, avec l'identité naissante du Canada anglais. Deux sociétés sur un même territoire, voilà qui n'allait pas manquer de susciter des conflits de valeurs.

Ainsi, les deux communautés étaient d'accord pour promouvoir les idéaux de la démocratie, mais chacune voulait s'en servir pour défendre ses intérêts et sa conception de la société. Les élites canadiennes-françaises du début du 19^e siècle avait établi un consensus sur les valeurs de base à promouvoir pour sauvegarder et développer l'identité nationale, à savoir la préservation de la langue française, du droit français et de la religion catholique, de même que le développement d'une économie au service des intérêts de la nation.

L'échec de la Rébellion de 1837 est venu réorienter la promotion de ces valeurs de base en faisant de la religion catholique l'axe autour duquel devait s'articuler l'ensemble des conduites collectives de la so-

ciété canadienne-française: développement d'une conscience historique axée sur les origines mythiques de la Nouvelle-France et sur nos «lutttes constitutionnelles», mise en relief de la famille comme cellule de base de la société, identité établie entre la lutte pour la préservation de la langue et la lutte pour la préservation de la foi catholique, parti pris pour la ruralité par opposition à la vie urbaine menaçant les valeurs traditionnelles. A cela, on pourrait ajouter la recherche plus ou moins confuse d'une réappropriation économique par le biais du développement d'une bourgeoisie nationale qu'on appelait de tous ses vœux.

Dans la première moitié du 20e siècle, ces valeurs défensives exprimées à travers l'idéologie clérico-conservatrice ont été défendues avec acharnement contre leur remise en cause par des individus et des mouvements minoritaires porteurs de modernité. Tout d'abord, dans la vie quotidienne, la réalité urbaine et industrielle s'est imposée graduellement au cours des premières décennies du siècle, si bien que les valeurs axées sur la vie rurale ont fini par être en porte-à-faux par rapport à la réalité sociale. D'autant plus que les valeurs morales enseignées par l'institution scolaire contrôlée par le clergé découlaient d'un système théologique défini « d'en haut » avant d'être ensuite appliqué aux situations vécues, plutôt que de s'inspirer au départ de ces mêmes situations.

La remise en cause des valeurs traditionnelles

[Retour à la table des matières](#)

Avant l'avènement de la Révolution tranquille, la remise en cause des valeurs traditionnelles a été le fait de certains intellectuels et d'avant-gardes littéraires et artistiques. Dès le début du siècle, Olivar Asselin et Jules Fournier dénonçaient notre médiocrité collective; plus tard, Jean-Charles Harvey revendiquait le droit à la liberté de penser. D'autres prônaient une réforme des valeurs morales par l'émergence de nouvelles élites ou d'une pensée chrétienne renouvelée. Le manifeste *Refus global* de 1948 constitue, dans cette lutte pour la promo-

tion de valeurs nouvelles, un point charnière sur le plan symbolique. La volonté de se libérer d'une idéologie étouffante et la proclamation de la liberté créatrice comme seul critère de la vérité artistique s'y trouvent exprimées avec éclat. Ce coup de tonnerre annonçait l'orage des années 1960 qui allait emporter, avec les vestiges de l'idéologie conservatrice séculaire, bien des valeurs sous-jacentes.

De cette évocation rapide du passé, on peut retenir deux choses. Tout d'abord, le Québec d'avant la Révolution tranquille ne constituait pas une société homogène en rapport avec les valeurs. Divers courants minoritaires travaillaient les assises de ces valeurs défensives. On ne saurait expliquer autrement l'acharnement avec lequel l'idéologie clé-rico-conservatrice a tenté de colmater les brèches et de reconstruire la cohérence d'un système de valeurs menacé par la modernité.

Par ailleurs, on peut se demander si les valeurs de jadis ont été définitivement balayées ou si certaines d'entre elles n'ont pas plutôt pris une autre forme. Si, en somme, elle ne se sont pas transformées pour exprimer différemment des réalités fondamentales qui sont au cœur de l'identité québécoise contemporaine.

La remise en cause fondamentale et radicale des valeurs traditionnelles n'a pas pour autant menacé l'existence même de la culture canadienne-française. On sait que de cette crise des valeurs qui a agité le Québec au cours des années 1960 et 1970 a émergé une nouvelle forme culturelle beaucoup plus dynamique dont les contours restent à définir, si tant est qu'on puisse le faire dans une société qui vit des changements accélérés.

L'impact de la Révolution tranquille.

[Retour à la table des matières](#)

Comment expliquer l'extraordinaire développement économique, social et culturel du Québec depuis les trente dernières années, sinon par la prise de conscience progressive que seules les valeurs assumées par les individus, plutôt qu'imposées de l'extérieur par des institutions,

méritent d'être soutenues? Aussi, n'est-il pas étonnant de constater que les transformations de ces dernières décennies aient d'abord été culturelles avant de toucher par la suite la sphère du politique et, plus récemment, celle de l'économie? En quelque sorte, un processus inverse de celui auquel nous a habitués une analyse plus classique des changements qui accordent la priorité à l'économie.

Bien sûr, le processus du changement dans notre société peut aussi s'expliquer dans l'autre sens, en partant du fait que le changement des conditions économiques d'après-guerre et le développement du secteur des services ont engendré une nouvelle classe moyenne qui, par son action politique, a fini par transformer la culture et par là, les valeurs. Les deux mouvements s'influencent. Cependant, les récents développements de l'économie québécoise et l'émergence, au cours des années 1980, d'une nouvelle classe d'entrepreneurs francophones m'amènent à penser que ce nouveau contexte est l'aboutissement d'une transformation profonde de la culture dont on peut trouver les premières racines au cours des années 1950, au moment où l'on discutait, dans certains cercles restreints d'intellectuels, d'écrivains et d'artistes, des changements à apporter aux valeurs dépassées des élites traditionnelles.

Quelles sont ces valeurs qui ont été mises en cause par les forces du changement? Tout d'abord les valeurs religieuses qui avaient imprégné jusque-là nos institutions sociales et culturelles. À cet égard, le Mouvement laïc de langue française des années 1960 n'a fait qu'accélérer un mouvement déjà amorcé et a finalement dû cesser ses activités faute d'adversaires, au bout de quelques années à peine. Ne parlons pas des valeurs rurales. Il y a déjà longtemps qu'elles avaient cessé de correspondre à la nouvelle société urbaine. Elles sont venues mourir avec les derniers discours de Maurice Duplessis à la gloire des « cultivateurs ».

Beaucoup plus profondes ont été les attaques contre la famille traditionnelle accusée d'être la cause de bien des refoulements. Pères autoritaires ou mères envahissantes ont été tour à tour mis en accusation dans le théâtre et le roman québécois des années 1960, en même temps que l'hypocrisie régnant à l'intérieur de certaines familles. C'était avant le mouvement de libération de la femme qui allait pren-

dre le relais de la remise en cause de la famille au nom, cette fois, de l'égalité des sexes.

L'État lui-même n'a pas échappé à la remise en cause des valeurs. Ayant pris la relève de l'Église à titre de gardien des valeurs collectives, il a été d'abord pris à partie par le mouvement syndical et les mouvements de gauche, au cours des années 1970, qui l'accusaient de promouvoir les intérêts des classes dominantes, avant d'être remis en cause au cours de la décennie suivante par la nouvelle classe des entrepreneurs francophones nourrie dans son sein et qui réclamait maintenant son désengagement de certains secteurs.

Les valeurs qui subsistent

[Retour à la table des matières](#)

Les profonds bouleversements des trente dernières années tant au niveau des mœurs que des institutions ont laissé peu d'anciennes valeurs intactes. À vrai dire, il n'y a que la défense de la langue française qui soit demeurée une valeur constante au sein de notre société et qui ait servi de point de référence tant pour les comportements individuels que pour les actions collectives.

On connaît les passions que le débat sur la langue a suscitées. Lutes politiques pour la reconnaissance du français comme seule langue officielle du Québec et langue d'intégration des immigrants. Mais également débats littéraires sur les rapports entre la langue française et la québécoïté. Fallait-il se rallier à une langue répondant aux standards internationaux ou, au contraire, mettre l'accent sur les caractéristiques, voire les déformations de la langue d'ici? La querelle autour du «joual» chez les écrivains n'est pas autre chose qu'une tentative pour concilier la communication et l'authenticité.

Même si le débat est aujourd'hui dépassé et que les militants de la « québécoïté » sont revenus à des positions plus réalistes, il n'en demeure pas moins que ce conflit est l'aboutissement d'un long débat qui remonte au début du siècle entre les tenants d'une esthétique corres-

pondant aux critères français et ceux qui prônaient une littérature inspirée du terroir. La littérature québécoise d'après-guerre, en faisant la jonction entre l'esthétique et l'authenticité, préfigurait une maturité d'expression qui allait se manifester par la suite dans d'autres sphères de l'activité sociale et économique.

Outre la langue, une autre valeur suscite un consensus au sein de notre société: la défense de la démocratie. Lorsqu'on observe les événements récents en Europe de l'Est et les luttes en faveur des droits de l'homme et de la démocratie parlementaire, on prend soudain conscience d'une valeur fondamentale de notre société que nous avons tendance à sous-estimer, tellement elle va de soi. Sans doute avons-nous oublié depuis longtemps les luttes de nos ancêtres pour l'obtention d'une Chambre d'assemblée en 1791, pour l'émancipation politique en 1837-1838 et pour l'obtention du gouvernement responsable en 1849. À vrai dire, nous n'avons guère de mérite à vivre en démocratie depuis des générations, puisque nous n'avons jamais eu à la défendre contre la dictature. Tout au plus avons-nous eu à lutter contre la corruption des mœurs électorales et l'absence de vision de nos politiciens traditionnels. Il n'en demeure pas moins que l'assainissement de nos mœurs politiques par la mise au point d'un code d'éthique pour les personnes publiques et l'adoption d'une loi pour le financement des partis politiques ont grandement contribué à revaloriser nos pratiques démocratiques.

La démocratie ne saurait cependant se limiter aux seuls mécanismes qui en assurent le bon fonctionnement. Elle doit également se conjuguer avec l'accessibilité aux biens et services produits par cette société. À cet égard, la démocratisation de l'enseignement et celle des soins de santé constituent les deux piliers de la social-démocratie québécoise, de même que diverses mesures de redistribution de la richesse aux plus démunis par les services sociaux. Des débats récents sont venus remettre en cause la philosophie du « tout-à-l'État » à laquelle nous nous étions habitués depuis trois décennies: hausse des frais de scolarité, discussions autour de l'universalité des soins de santé, resserrement des critères d'admissibilité à l'aide sociale. Il importe de s'assurer que la révision de ces politiques ne se fasse pas au détriment des plus démunis. Le mouvement syndical et les médias peuvent, à cet égard, faire contrepoids aux groupes sociaux qui ont ten-

dance à défendre des valeurs purement individualistes sous le couvert d'une saine gestion administrative.

Par ailleurs, la réussite économique, longtemps reléguée au niveau des passions plus ou moins avouables par une morale amimatérialiste, a également fini par prendre la place qui lui revient dans une société normale. Le « désir d'entreprendre » a désormais débordé le niveau de la création culturelle et la définition des politiques pour s'exprimer dans la production de biens et de services. Et contrairement à ce qu'on aurait pu craindre, la nouvelle classe d'entrepreneurs, tout en défendant avant tout ses intérêts, n'en est pas moins arrimée à la société québécoise et à sa culture. Les intellectuels ne sont plus les seuls à défendre les intérêts du Québec.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de l'importante valorisation dont sont l'objet les hommes d'affaires depuis une dizaine d'années. L'abondance des publications sur leurs succès en témoigne. Certains téléromans en font même des vedettes. Simple version québécoise d'un modèle américain imposé par « Dallas »? Peut-être. Il n'en demeure pas moins que nous avons cessé d'être une société schizophrénique où l'économie était l'affaire « des autres », alors que nous devons nous contenter du reste, en attendant un « monde meilleur »

Aux valeurs de base de la nouvelle société québécoise que sont la langue, la démocratie et le développement économique, s'en ajoutent d'autres qui font l'objet de discussions et dont la définition contribuera à consolider notre identité future. Je me contenterai ici de mettre en relief certaines de ces valeurs, sans prétendre pour autant rendre compte de tous les enjeux pour l'avenir.

L'individualisme et la collectivité

[Retour à la table des matières](#)

L'éveil de la nouvelle société québécoise, au moment de la Révolution tranquille, a permis le cheminement parallèle et complémentaire des valeurs individuelles et des valeurs collectives pendant au moins deux décennies. La vague nationaliste a pu, pour un temps, conjuguer

ces deux tendances d'affirmation de soi. À la découverte de la liberté de s'exprimer et de créer correspondait le « projet collectif », comme on l'a souvent appelé jusqu'au référendum de 1980. Poètes, dramaturges et chansonniers célébraient avec les mouvements sociaux et les partis nationalistes le «pays à construire».

Peu à peu, cependant, la plupart des écrivains, des artistes et des chansonniers ont pris leurs distances avec l'engagement politique. Non pas qu'ils aient pour autant renié la cause qu'ils soutenaient, mais parce que la liberté nécessaire à la création et à l'expression s'accommode mal des contraintes d'une telle action réductrice. Pour tout dire, esthétique et politique ont leur cheminement propre et ne font guère bon ménage, sauf lors de conjonctures tout à fait spéciales, notamment lors des mouvements de libération nationale. Tel fut le cas lors du mouvement de décolonisation de l'Afrique. Il en va de même au sujet de la révolution démocratique en Europe de l'Est.

Finalement, les écrivains et les artistes n'auraient été que les avant-gardes d'un mouvement de fond dans l'ensemble de nos sociétés occidentales qui tend à valoriser l'action individuelle et le développement personnel dans la foulée du néo-libéralisme. Dépassant le domaine de l'esthétique, l'individualisme imprègne l'ensemble de nos conduites économiques et sociales et se manifeste particulièrement au niveau de la vie privée. Ainsi, nombreux sont ceux qui recherchent dans les pratiques dites du «Nouvel âge» les instruments d'une croissance personnelle et une cohérence qu'ont cessé de fournir la religion institutionnalisée, la famille et les anciens groupes d'appartenance.

On aurait tort de condamner comme antisociales ces différentes manifestations liées à la recherche et à l'affirmation d'une identité personnelle. L'histoire du 20^e siècle n'a-t-elle pas été témoin de la montée des totalitarismes qui, au nom du bien collectif, ont conduit à l'aliénation de l'homme? Le mouvement en faveur des droits humains à travers le monde, et particulièrement dans les pays socialistes, rend compte de la nécessité de faire de la liberté la base de tout projet social.

Quant aux valeurs collectives, elles ont été à l'avant-scène de l'actualité au Québec au cours des années 1960 et 1970. Le nationalisme,

le syndicalisme et le féminisme ont été les trois axes majeurs de l'action collective de ces décennies de militantisme. L'éclipse relative du collectif au profit de l'action individuelle, au cours des années 1980, marque une pause et sans doute une modification des stratégies propres aux mouvements sociaux et politiques, plutôt qu'une remise en question fondamentale des valeurs collectives sous-jacentes. Certes, le danger d'atomisation sociale n'est pas à écarter et il faudrait examiner avec attention l'état de santé de nos institutions politiques et sociales. Par ailleurs, une meilleure conscience de notre identité collective acquise lors des débats politiques et sociaux des récentes décennies rend sans doute moins nécessaires les formes de militantisme pratiquées antérieurement.

Il importe cependant de sauvegarder les acquis sociaux en rapport avec une certaine redistribution des richesses collectives. Toute remise en cause fondamentale de notre social-démocratie - du reste bien modeste en comparaison avec certains pays européens - risque de briser l'équilibre fragile de notre société et d'accentuer la désagrégation des solidarités jadis mises en place par l'Église et relayées ensuite par l'État et les mouvements sociaux.

L'internationalisme, le cosmopolitisme et l'identité nationale

[Retour à la table des matières](#)

Longtemps repliée sur elle-même pour se protéger contre les influences extérieures, la société canadienne-française n'a finalement pu éviter de se situer par rapport aux grands courants qui agitent notre fin de siècle. Le Québec, comme espace national, ne saurait se suffire à lui-même et doit, pour assurer son développement, se positionner par rapport aux autres pays et aux grands courants internationaux. La création de nouveaux marchés pour nos produits tout comme l'élargissement et la consolidation d'un espace culturel francophone nécessitent des stratégies nouvelles à l'échelle de la planète. De la même façon sommes-nous sollicités, voire envahis, par des courants étrangers

qui touchent aussi bien nos valeurs que notre mode de vie. Les industries culturelles ne sont-elles pas à dominantes étrangères?

L'explosion récente des moyens de communication à l'échelle de la planète a considérablement bouleversé notre perception des choses et la quantité d'information susceptible d'être assimilée. La télévision nous a permis d'assister en direct à l'effondrement du Mur de Berlin et à la révolution roumaine. Les images de famine en Éthiopie ou de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud nous sont familières. Les Québécois, de leur côté, sont de grands voyageurs et certains sont engagés dans la coopération internationale dans divers pays en voie de développement. Nous découvrons aussi, non sans une certaine surprise, que notre littérature, dont on se demandait si elle avait une existence propre il y a peine trente ans, est maintenant enseignée dans diverses universités à travers le monde.

Tous ces indices suffisent à illustrer un important changement des valeurs en rapport avec notre conception des relations internationales. Les Québécois n'ont jamais été aussi ouverts à l'idée de participer aux grands courants de l'humanité. Est-ce à dire qu'il faille pour autant renier notre culture au profit de valeurs universelles? Il n'y a pas si longtemps, certains intellectuels et certains créateurs avaient tendance à opposer spécificité culturelle et universalité. Le développement général des récentes années tend à prouver que la communauté internationale n'évoluera pas en fonction d'un universalisme abstrait, mais plutôt en s'arrimant à la dynamique des cultures et des nationalités. D'où l'importance d'une identité forte pour participer pleinement au nouveau courant de l'internationalisme.

Par ailleurs, le Québec doit faire face, au sein même de son territoire, à l'autre versant de l'internationalisme, le cosmopolitisme. Ce n'est pas d'hier que le Québec a vu débarquer sur ses rives des immigrants provenant d'horizons divers. Au début du siècle, le mouvement a commencé à prendre de l'ampleur avec les immigrants en provenance d'Europe de l'Est, de Russie et d'Europe du Sud. Plus récemment, à compter des années 1970, la tendance traditionnelle de l'immigration européenne majoritaire a été inversée au profit d'une immigration en provenance des pays du Tiers-Monde.

La société canadienne-française a pris conscience assez tardivement de la nécessité d'une ouverture institutionnelle et culturelle au phénomène de l'immigration. Depuis, d'importants débats agitent notre société sur la nature de l'intégration proposée aux immigrants et aux membres des communautés culturelles. Ce débat pose le problème des valeurs à promouvoir dans une société pluraliste qui veut en même temps préserver son caractère français. Le vieux débat sémantique entre l'appellation «Canadien-Français» et l'appellation «Québécois» témoigne des tensions non résolues entre culture et territoire. Tous les Canadiens-Français n'habitent pas le Québec et tous les Québécois ne sont pas des Canadiens-Français. Comment résoudre ce dilemme? Où faire les choix?

La culture canadienne-française pan-canadienne demeure, certes, une réalité politique dans la mesure où il existe une interaction entre la majorité francophone du Québec et les minorités francophones hors Québec. Cependant, l'émergence d'identités minoritaires issues du tronc commun canadien, mais mieux ancrées depuis lors dans la réalité culturelle des différentes provinces anglophones nous amène à constater que la francophonie canadienne a maintenant plusieurs visages.

Par ailleurs, la volonté de considérer comme Québécois tous ceux qui habitent le Québec implique que la nouvelle culture québécoise devra établir de nouveaux rapports inédits avec les anglophones, dont les institutions parallèles remontent à la Conquête, et avec les allophones dont le niveau d'intégration à la société francophone varie selon les communautés et selon les groupes d'âge.

Il ne manque pas d'intervenants dans le débat pour proposer diverses orientations: relativisme culturel qui conduit à l'atomisation des groupes dans la société, multiculturalisme à la canadienne qui demeure vague sur les valeurs communes à promouvoir, intégration culturelle qui tente de concilier la volonté de préserver les identités d'origine et la nécessité d'assurer une cohérence culturelle d'ensemble de la société québécoise. Des variances sont apparues avec les notions d'interculturalité et de transculturalité. D'autres, effrayés par la perspective d'une culture éclatée, proposent un repli à l'intérieur du Québec sur la seule culture canadienne-française. Cette dernière tendance,

si elle devait s'affirmer, marquerait un net recul par rapport aux efforts des récentes décennies en faveur d'une meilleure intégration des immigrants et aboutirait à une impasse politique grave.

Le débat est loin d'être clos sur des enjeux qui mettent en cause l'avenir d'une culture et de ses valeurs sous-jacentes. Mais une société n'est-elle pas, par définition, un débat éthique?

La protection de l'environnement et l'aménagement régional

[Retour à la table des matières](#)

La référence aux valeurs nous a habitués à des débats autour de questions culturelles ou politiques. Nous avons longtemps pris pour acquis que notre environnement et nos richesses naturelles étaient des données préalables de nature géographique ou économique sur lesquelles on pouvait asseoir une société et une culture. Puis, peu à peu, une prise de conscience des limites de ces richesses naturelles est apparue avec l'exploitation abusive de nos forêts, l'épuisement de nos mines et de nos ressources marines, la dégradation de nos lacs et de nos rivières par la pollution et les pluies acides. Mais il fallait bien davantage que ces mauvaises nouvelles en provenance des régions éloignées pour amener l'opinion publique sur l'importance de notre environnement. La catastrophe de Saint-Basile-le-Grand en 1988 et l'odyssée des BPC qui a suivi ont permis de dramatiser la situation et de susciter une prise de conscience globale qui avait trop tardé à se manifester jusque-là. Du coup, l'environnement devenait un enjeu électoral important. La nature, jusque-là plus ou moins tenue à l'écart de la culture, se voyait désormais intégrée à un paradigme plus vaste concernant les grands enjeux sociaux. Pour la première fois sans doute, les générations futures étaient prises en compte dans le débat.

Dans la foulée de cette nouvelle prise de conscience de l'environnement et de la qualité de vie comme valeurs fondamentales de notre

culture, on a vu apparaître des débats nouveaux entre mouvements écologistes protecteurs de l'environnement et sociétés de développement, autour de certains projets. Ainsi, le conflit entre un groupe d'écologistes et Hydro-Québec concernant une ligne à haute tension aérienne ou souterraine devant traverser le fleuve à la hauteur de Grondines illustre les conflits de valeurs qui ne manqueront pas de survenir dans les années qui viennent entre ceux qui font valoir les impératifs du développement et ceux qui privilégient la protection de l'environnement. Cela nous ramène aux choix de société que nous devons faire, là comme ailleurs.

L'aménagement de l'espace québécois ne doit pas cependant se limiter aux seules préoccupations écologiques. Il doit également tenir compte de la nécessité de favoriser le développement des populations qui habitent les différentes régions du Québec, de façon à contrer les inégalités économiques de plus en plus marquées entre régions prospères et régions sous-développées. Le débat sur le développement régional pose également un choix éthique.

Les relations hommes-femmes et la famille

[Retour à la table des matières](#)

Les conflits de valeurs évoqués jusqu'ici ont surtout fait référence à la collectivité en tant que telle. Pourtant il existe au niveau des relations interpersonnelles des enjeux tout aussi déterminants, tant pour les individus que pour la société. De ceux-ci, je retiens de façon plus spécifique les rapports hommes-femmes et l'avenir de la famille.

Il faudrait une longue réflexion pour évaluer tout le chemin parcouru dans les relations hommes-femmes au Québec depuis les quarante dernières années. Entre « La famille Plouffe » des années 1950 et les « Dames de Cœur » des années 1980, pour s'en tenir à la valeur symbolique de ces deux téléromans de chez nous, il y a un monde; que dis-je? un univers! La mère de famille a appris à s'exprimer

comme femme avant tout et le père, souvent absent des grandes décisions, a appris à mieux manifester ses sentiments. Sans le mouvement féministe, il y a peu de chance que le rôle traditionnel des hommes et des femmes eût pu être remis en question aussi rapidement. Cette remise en cause ne s'est du reste pas faite sans heurts et a contribué à susciter la crise de la famille qu'on connaît depuis deux décennies.

Il n'existe plus, on le sait, de modèle unique de la famille. À la famille nucléaire traditionnelle qui continue de subsister se sont ajoutées la famille monoparentale et la famille reconstituée. De plus, la situation des personnes vivant seules, célibataires ou divorcées, longtemps considérée comme une anomalie ou une situation transitoire, est maintenant devenue un choix de vie comme un autre.

Il est bien difficile d'imaginer, dans l'état actuel de la situation, qu'un seul modèle de famille puisse prévaloir dans l'avenir. Les valeurs apparaissent trop éclatées au niveau des relations interpersonnelles pour assurer une cohésion dans un sens ou dans l'autre. La morale chrétienne a cessé d'être le modèle de référence pour la cellule familiale. Seul un post-féminisme qui intégrerait dans sa démarche la réflexion des hommes serait susceptible de mettre en évidence les nouvelles valeurs à promouvoir tant pour la vie de couple que pour la vie familiale.

Valeurs et conscience historique

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution extrêmement rapide de la société québécoise depuis les années 1950 a profondément bouleversé l'univers des valeurs traditionnelles. A la société conservatrice et défensive de jadis a succédé une société libérale qui n'a pas craint de jeter par-dessus bord toutes les références au passé jugées non pertinentes pour les changements envisagés. Réformes après réformes, nous avons voulu conjurer un « passé honteux » et rebâtir sur des bases nouvelles. Mais peut-être avons-nous oublié, à notre insu, qu'on ne peut construire une nouvelle culture sans puiser dans les couches profondes de notre inconscient

collectif. Un Russe demeure un Russe, quel que soit le régime politique qui prédomine. Pourquoi devrait-il en être autrement pour les Québécois?

Aussi, pour mieux comprendre les fondements de notre culture, ses points forts et ses faiblesses, conviendrait-il de renouer avec notre passé. Non pas pour en faire un « maître », comme on disait autrefois, mais pour nous réconcilier avec lui. Pour l'assumer, en somme. Au lieu de ne rechercher dans l'histoire que les mouvements d'avant-garde et de rejeter le reste comme un magma médiéval, peut-être conviendrait-il d'y retrouver les lignes de force de notre existence. Mais cela, bien sûr, est une autre histoire...

Fin du texte